



Montpellier – France
28 Juin – 1^{er} Juillet 2010

Innovation et Développement Durable
dans l'Agriculture et l'Agroalimentaire

www.isda2010.net



DYNAMIQUE DES AGRICULTURES PERIURBAINES EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE ET STATUTS FONCIERS

LE CAS DES VILLES D'ACCRA ET YAOUNDE

Sarah DAUVERGNE*

* UMR TETIS, CIRAD

Avenue Agropolis, 34398 Montpellier Cedex 5 - France

* UMR EVS, ENS-LSH

15 parvis René Descartes - BP 7000 69342 Lyon Cedex 07 - FRANCE

sarah.dauvergne@ens-lsh.fr

Résumé — Cette communication rend compte des premiers développements d'un travail de thèse engagé en 2008 sur le statut foncier des espaces urbains périphériques dans deux villes d'Afrique sub-saharienne, Yaoundé (Cameroun) et Accra (Ghana). Le contexte périurbain des villes d'Afrique subsaharienne est marqué par des transformations soudaines et brutales. L'urbanisation rapide des espaces périphériques pose un certain nombre de défis pour la sécurité alimentaire et la gouvernance urbaine.

L'agriculture urbaine et périurbaine, si elle a toujours existé depuis la naissance de ces villes, pose aujourd'hui question : Quels sont les conséquences de la permanence d'une activité agricole en périphérie urbaine sur l'aménagement urbain, l'environnement, l'approvisionnement des villes et les liens sociaux. Quelles formes prend cette agriculture ? Et comment sont traités les conflits qui émergent de la concurrence pour les ressources (eau, foncier...) entre les activités agricoles et non-agricoles et entre activités agricoles ?

L'importance de l'urbanisation et de ses enjeux d'une part, et l'absence d'institutions spécifiques dans la gestion des ressources en jeu d'autre part suscitent l'intérêt de la recherche. En particulier, le statut foncier, déterminant dans l'évolution des systèmes agraires, concentre et révèle la diversité des enjeux qui se portent sur ces espaces de l'entre-deux, que l'on qualifiera d'espaces intermédiaires. Plusieurs aspects des enjeux fonciers sont à relever dans les deux villes étudiées : la concurrence entre activités agricoles et non-agricoles, le phénomène d'« exode rural » qui se cristallise autour des questions ethniques, la superposition de différents types de droits (écrits, oraux...), la monétarisation de la terre et la répartition de la rente ainsi créée, et le lien entre ce foncier en « transition » et le type d'agriculture qui se développe.

Il s'agit d'interroger le lien entre le statut foncier et les systèmes agricoles dans les périphéries des villes d'Afrique subsaharienne, en utilisant le concept d'espaces intermédiaires, c'est-à-dire des espaces d'entre-deux, non déterminés, sur lesquels se rencontrent des dynamiques divergentes. Dans quelle mesure l'intermédiarité influe-t-elle sur le développement agricole et encourage-t-elle l'innovation, la permanence ou la destruction des systèmes agricoles ?



Mots clés : agriculture périurbaine, Afrique sub-saharienne, foncier, usage, Accra, Yaoundé, espace intermédiaire

Abstract — Urban Agriculture dynamic in African cities and land use. This paper is about a PhD work started in 2008 on land use of urban and peri-urban spaces in two African cities: Yaoundé and Accra. Brutal transformation is the context on the peri-urban area in African cities. Many challenges for food security and governance exist in these fast urbanised peri-urban spaces.

Urban agriculture has existed for a long time but there are today many questions: which are the consequences of the staying of agricultural activities in city on urban management, environment, food apply and social links? How are solved the conflicts about resources like water, land?

Despite the importance of urbanisation, no specific institutions take care of the phenomenon of urban agriculture in Africa. The land ownership system, in particular, determines the future of agriculture. These spaces are intermediaries spaces because there are "between". Some issues are very important in the two cities: competition between usage, rural depopulation, ethnical question, land monetization, rent repartition.

We try to question the link between land status and agricultural systems in periphery if African cities, using the concept of intermediaries spaces. Is this special localisation and context an opportunity or a bridle for agricultural systems?

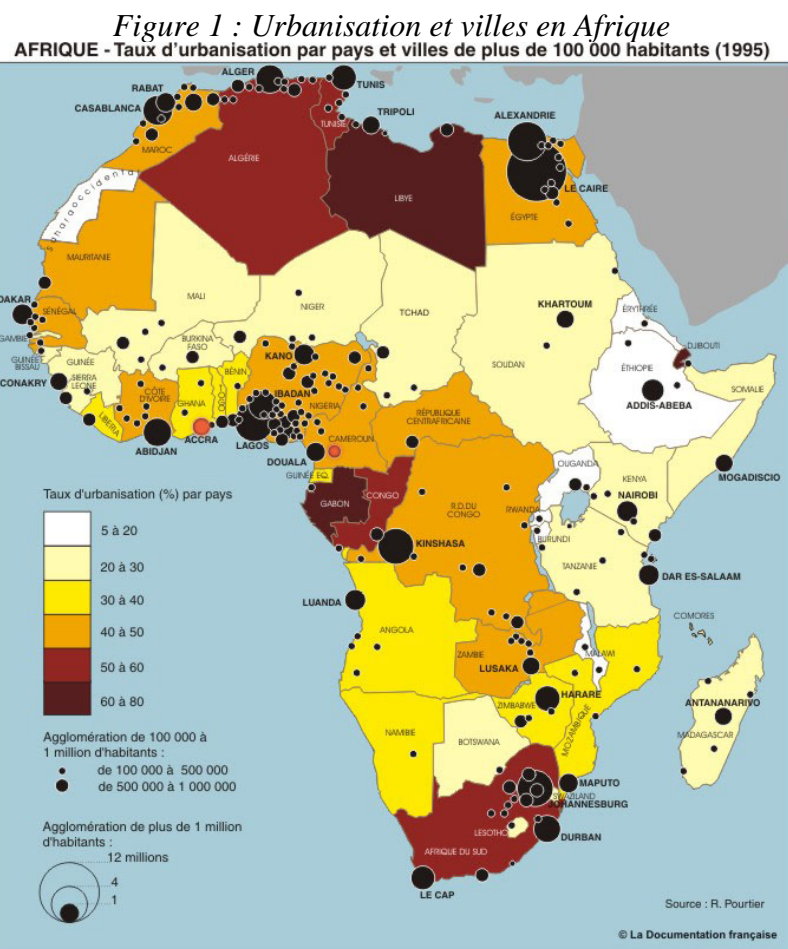
Key words: urban agriculture, sub-Saharan Africa, land ownership, land use, Accra, Yaoundé, intermediaries space.

1. L'AGRICULTURE PERIURBAINE ET LES PRATIQUES FONCIERES EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE

Les villes d'Afrique se sont construites pendant la période coloniale. A la base centres coloniaux, ces villes se sont transformées sous l'effet d'un important exode rural. Elles se sont structurées dans l'urgence avec le plus souvent un centre urbain colonial bien organisé et une périphérie où l'installation et la construction de logements se sont fait plus ou moins spontanément, les essais de planification urbaines étant le plus souvent dépassés par le phénomène. De fait, les villes africaines reflètent la situation économique et sociale des

pays: explosion démographique, crise économique, problème de planification. Et elles n'ont pas cessé de s'étendre : «La ville nouvelle est très horizontale, de faible densité et présente un grand nombre de discontinuités à tous les niveaux, favorables à une agriculture d'interstices» [Nguegang 2008]. Dans ces espaces intra- et périurbains, l'agriculture s'est développée en relation avec de nouveaux comportements alimentaires et de nouvelles cultures.

Les recherches sur ces formes d'agriculture ont insisté sur la multifonctionnalité [Aubry 2005; Cemagref 2005; Moustier 2005] : les multiples fonctions de ces espaces et de ces activités agricoles justifient leur défense face à l'expansion des villes. Dans les pays d'Afrique sub-saharienne, les fonctions mises en avant sont différentes de celles des pays du Nord.



Source: Documentation photographique n°8009

La situation foncière sur les zones périurbaines des villes africaines se distingue par la coexistence de différents systèmes de normes : aux règles foncières locales, issues d'hybridations successives, se superpose un système juridique et réglementaire étatique. Depuis la colonisation, les politiques foncières ont surtout cherché la disparition des règles dites traditionnelles et la généralisation de l'immatriculation des terres et de la propriété privée. La pluralité des règles et pratiques locales est souvent perçue surtout comme un obstacle à l'avènement d'une législation unique, écrite et officielle. Mais les règles locales, loin de disparaître, se sont adaptées et ont évolué [Chauveau J.P. 2002].

De fait, les pratiques foncières actuelles sont le résultat d'une combinaison entre les droits coutumiers et les législations étatiques. Les pratiques sont extrêmement hétérogènes : le droit écrit n'est généralement pas appliqué et les acteurs étatiques sont amenés à user de stratégies parallèles pour maintenir un semblant de gestion rationnelle tout en tirant un

bénéfice de la confusion générale [Chauveau J.P. 2002]. Malgré de nombreux conflits et incohérences, le système continue à se maintenir avec une relative efficacité, en tous cas avec une certaine résilience.

2. LA PROBLEMATIQUE D'EVOLUTION DES AGRICULTURES PERIURBAINES ET DES STATUTS FONCIERS EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE

Les espaces périurbains des villes d'Afrique subsaharienne sont marqués par des transformations soudaines et brutales et leur urbanisation pose un certain nombre de défis pour la sécurité alimentaire et la gouvernance urbaine. L'agriculture urbaine et périurbaine, si elle a toujours existé, pose aujourd'hui question : quelles sont les conséquences de la permanence d'une activité agricole en périphérie urbaine sur l'aménagement urbain, l'environnement, l'approvisionnement des villes et les liens sociaux. Quelles formes prend cette agriculture ? Et comment sont traités les conflits qui émergent de la concurrence pour les ressources (eau, foncier...) entre les activités agricoles et non-agricoles et entre activités agricoles ?

Dans ces questionnements, le statut foncier a un rôle déterminant dans l'évolution des systèmes agraires, et il concentre et révèle la diversité des enjeux qui se portent sur ces espaces de « l'entre-deux », que l'on qualifiera d'espaces intermédiaires [Bonerandi 2006; Hatzfeld 1998]. Plusieurs aspects des enjeux fonciers sont à relever : la concurrence entre activités agricoles et non-agricoles, le phénomène d'« exode rural » qui se cristallise parfois autour des questions ethniques, la superposition de différents types de droits (écrits, oraux...), la monétarisation de la terre et la répartition de la rente ainsi créée, et le lien entre ce foncier en « transition » et le type d'agriculture qui se développe. Dans notre analyse, nous nous concentrons sur les questions suivantes qui lient la dynamique des agricultures périurbaines et les statuts fonciers :

L'incertitude sur le statut foncier en zone périurbaine est-elle une condition de l'existence d'une activité agricole périurbaine ou entrave-t-elle le développement de cette agriculture ? Du point de vue du statut foncier, l'agriculture maintient-elle ces espaces intermédiaires dans le flou, ou favorise-t-elle la clarification ?

Pour répondre à ces questions, nous analysons les différents types de réglementations et de pratiques foncières sur les espaces périurbains et les différentes formes d'agriculture. Nous tentons en particulier de déterminer si l'incertitude sur le foncier favorise l'installation de producteurs, ou au contraire s'ils recherchent systématiquement la sécurité foncière ; et si les ayants-droits (propriétaires) incitent les producteurs à s'installer de façon à asseoir leur assise foncière ou s'ils cherchent à protéger leurs terrains d'un squat agricole qui les empêcherait de jouir pleinement de leur droit ?

Dans cette analyse du lien entre le statut foncier et les systèmes agricoles, le concept d'espaces intermédiaires est mobilisé en tant qu'espaces d'entre-deux, non déterminés, sur lesquels se rencontrent des dynamiques divergentes. Cette intermédialité est alors questionnée : encourage-t-elle l'innovation, la permanence ou la destruction des systèmes agricoles ?

Ces questionnements sont abordés ici au travers de l'étude des villes de Yaoundé et Accra, deux villes qui ont une taille semblable mais des histoires coloniales différentes : l'une française, l'autre britannique.

3. LE CAS DES VILLES DE YAOUNDE ET ACCRA

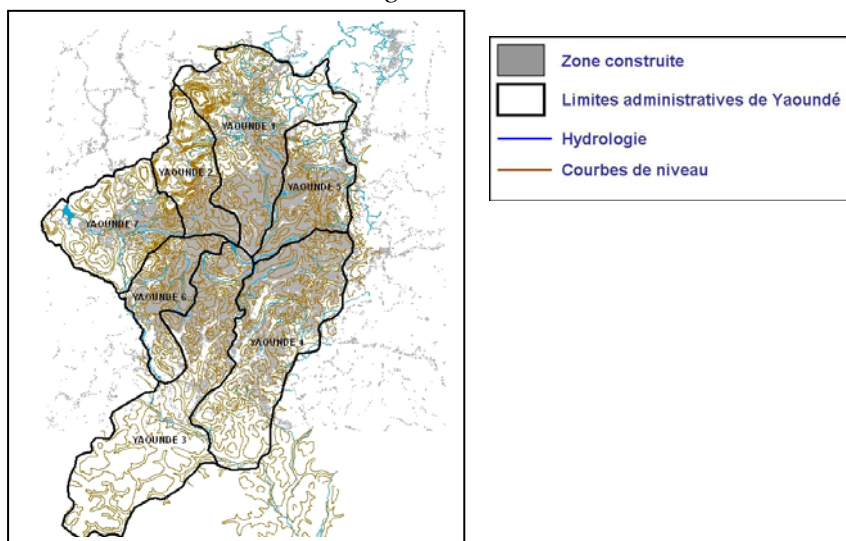
3.1. Présentation de Yaoundé

Yaoundé est la capitale politique du Cameroun depuis 1921. Elle est située dans une zone agricole très peuplée, la province du Centre-Cameroun. La population de Yaoundé a cru de manière exponentielle depuis le début du siècle jusqu'à aujourd'hui : la ville compte actuellement environ 1,7 millions d'habitants, soit une densité de 5700 habitants/km² alors qu'en 1997 elle comptait 1,1 millions d'habitants pour une densité de population de 4400 habitants/km² [Nguegang 2008]. Le taux de croissance démographique annuel actuel est

estimé à 7,3% [Marquis 2005]. Cette population s'est s'insérée dans un espace urbain croissant mais limité.

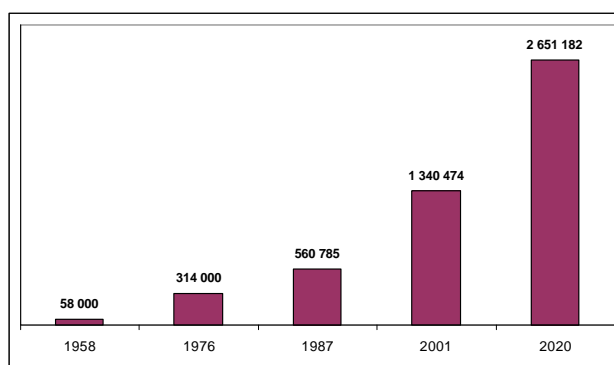
La ville de Yaoundé est située sur un plateau accidenté, entaillé par de nombreux bas-fonds. Ces bas-fonds laissent une place importante à la végétation naturelle et à l'agriculture. La ville est surplombée à l'ouest et au nord-ouest par une zone de hautes collines culminant à près de 1100 mètres [Marquis 2005; Nguengang 2008]. Les précipitations moyennes sont de l'ordre de 1600 mm d'eau par an et elles suivent une répartition bimodale avec deux saisons sèches et deux saisons des pluies. Cette répartition des précipitations permet de faire deux saisons de culture par an et de cultiver quasiment toute l'année aux abords des bas fonds. A Yaoundé, deux dynamiques d'urbanisation coexistent. Dans le sud de la ville, l'Etat a exproprié les autochtones pour s'approprier les terrains et construire des lotissements. La concurrence pour obtenir un logement dans ces conditions est très rude et seuls les fonctionnaires ou les personnes ayant un revenu élevé peuvent obtenir ainsi un logement. Ailleurs, étant donné le flux migratoire important, la croissance naturelle de la ville, les transactions informelles vont bon train. C'est ce que l'on trouve en particulier dans les quartiers nord de la ville. Puisque tous les propriétaires et cultivateurs n'ont pas les moyens de mettre en œuvre les démarches légales, les transactions foncières se font aussi de manière informelle, de façon écrite ou orale [Lavigne-Delville 2002], avec des témoins qui garantissent la validité du contrat entre les parties.

Figure 2 : Carte de Yaoundé



Source: auteur

Figure 3 : Evolution du nombre d'habitants entre 1958 et 2001 et projection à 2020 à Yaoundé



Source: Kana, 2008

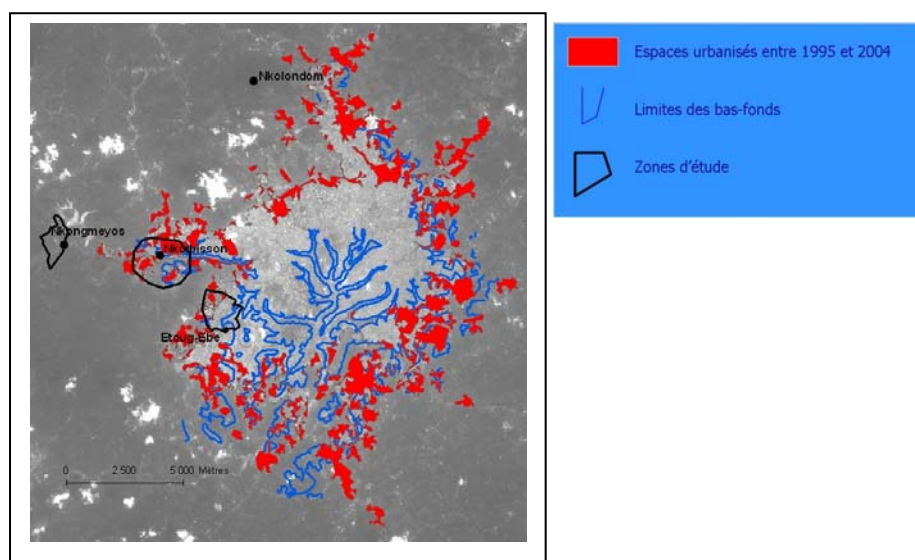
La surface urbanisée a augmentée d'environ 50 % entre 1995 et 2004, pendant que la population augmentait de 140%. Yaoundé est une ville en voie de densification et d'expansion. On y trouve plusieurs types d'espaces agricoles : de nombreux bas-fonds intra et périurbains sont mis en valeur par du maraîchage intensif. Les bas-fonds proches du centre de la ville sont drainés et construits, ceux des villages périurbains ne sont pas mis en valeur par les paysans car cela nécessite des travaux importants : les bas-fonds agricoles sont donc ceux qui sont entre les deux situations, à la lisière urbaine. Nkolondom, Nkolbisson, Etoug-Ebe sont des bas-fonds cultivés.

Dans beaucoup de cas, l'agriculture est une activité de transition sur des parcelles qui ont vocation à être construites. Ce sont des espaces engagés dans le processus d'urbanisation : loués ou vendus, immatriculés ou en voie d'immatriculation. Cette agriculture est en général une agriculture de vivriers (cultures associées, peu d'intrants) et de cultures pérennes (arbres, plantain) mais elle n'a pas vocation à se poursuivre à long terme, il n'y a pas de stratégie de renouvellement de la fertilité, comme l'établissement de friches longues.

Enfin, dans les villages périurbains, on retrouve des caractéristiques rurales, des espaces totalement dédiés à une agriculture vivrière et de rente. Ces espaces sont régis par le droit coutumier, cultivés par des autochtones ou attribué à des migrants selon les anciennes règles d'accueil des étrangers (bien que érodées par la présence de la ville).

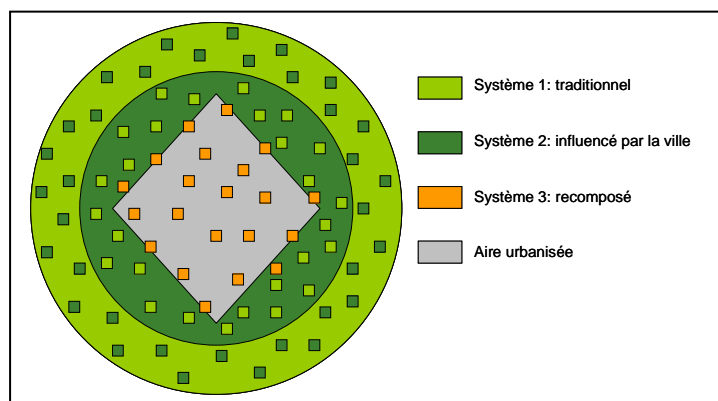
Le jardinage est aussi une activité courante à Yaoundé, dans les quartiers qui le permettent, c'est-à-dire assez peu denses. Le jardinage est une activité économique et de loisir.

Figure 4 : Espaces différenciés à Yaoundé



Source : auteur

Figure 5 : Schéma des systèmes agricoles à Yaoundé



Source : auteur

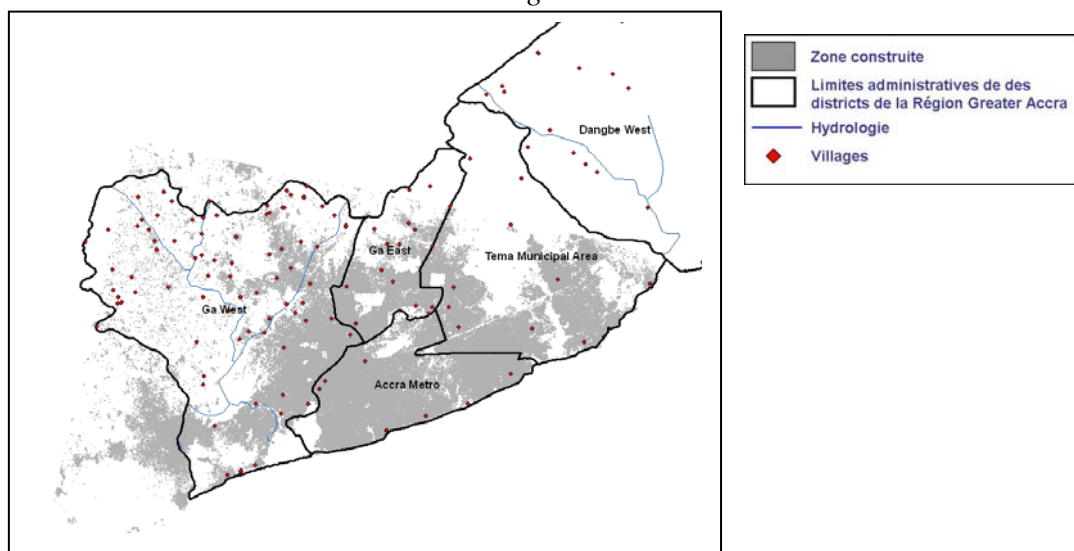
3.2. Présentation d'Accra

La ville d'Accra est située sur la côte Atlantique du Ghana. L'espace urbanisé s'étend sur environ 25 km d'est en ouest et 12 km du nord au sud, sur environ 170 km², avec une population de 2,5 millions d'habitants. Le climat est caractérisé par deux saisons des pluies, les précipitations sont faibles, avec une moyenne de 730 mm par an.

Il y a 10 ans, la zone périphérique d'Accra était encore majoritairement rurale, avec un habitat dispersé et une agriculture de subsistance. Aujourd'hui les terres agricoles se convertissent rapidement en terrains résidentiels. Sur les rares terres agricoles qui restent, la durée de jachère a été réduite et aucune alternative ne s'est généralisée pour résoudre les problèmes de réduction de la fertilité liés à cette réduction. De fait l'agriculture « traditionnelle » de subsistance devient une activité très peu rentable et les terres agricoles sont peu à peu abandonnées [Asomani-Boateng 2002; Yankson 1999].

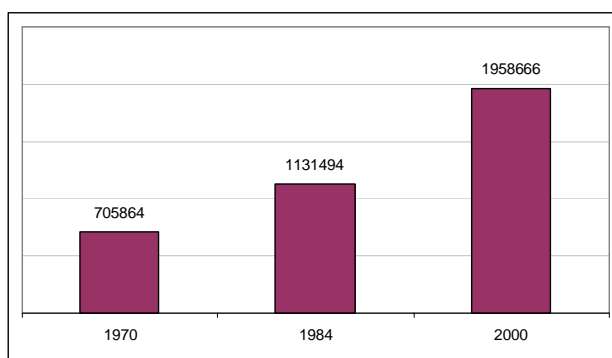
Deux conséquences antagoniques de l'urbanisation sur ces espaces apparaissent. D'un côté, la présence du marché urbain d'Accra insufflé un vent d'innovation sur les droits fonciers et les systèmes de production, en créant les conditions de viabilité de certaines exploitations agricoles; de l'autre, l'agriculture de subsistance n'a pas été remplacée par d'autres formes alternatives d'activité économique [Maxwell 1998]. Ce qui détermine qu'on se retrouve dans une situation ou dans l'autre dépend des conditions très locales. Certains villages de la périphérie ont mis en place des mesures pour protéger leur agriculture et préserver les espaces, mais cela reste rare.

Figure 6 : Carte d'Accra



Source : auteur

Figure 7 : Evolution du nombre d'habitants de l'agglomération d'Accra entre 1970 et 2000



Source : citypopulation

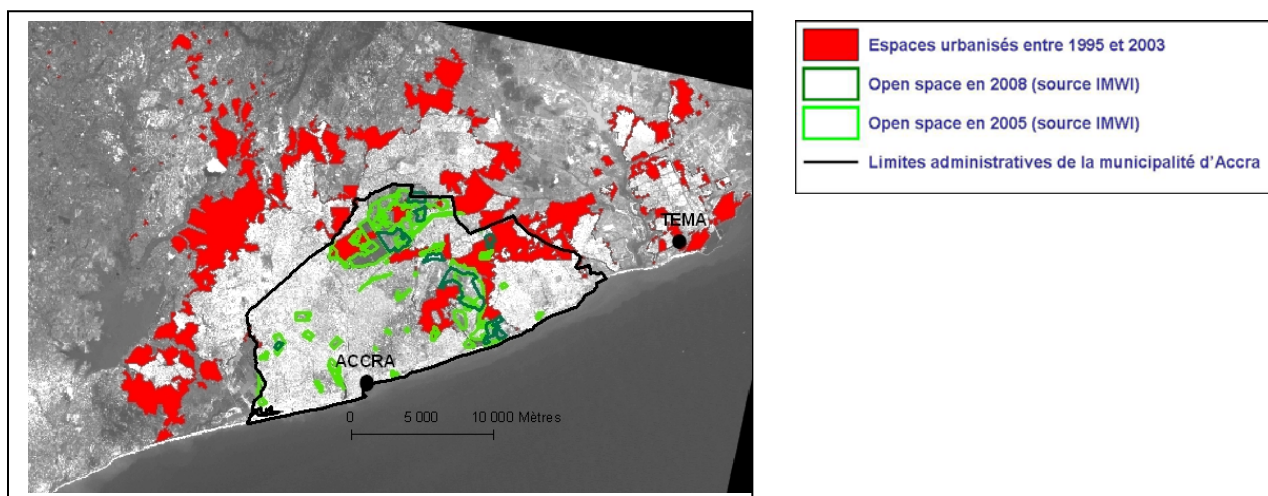
A Accra, les *open space* intra-urbains sont souvent sur des terres gouvernementales inoccupées (alentour du camp militaire, parc autour d'un bâtiment institutionnel). Ces espaces sont donc des espaces dotés d'une particularité foncière, qui laisse la place à l'activité agricole : c'est par l'intervention de l'Etat (pas dans l'objectif de cultiver) que ces espaces restent non-construits et ouverts.

La périphérie d'Accra est constituée d'une large zone-tampon en construction : cette zone n'est presque plus cultivée. Les transactions foncières se font entre « grands », entre « Elders », c'est-à-dire les chefs de clan et des spéculateurs immobiliers qui achètent pour construire et louer ou pour revendre.

Accra subit une immigration modérée par rapport à Yaoundé, sa population a augmenté de 73% entre 1984 et 2000 et la surface de l'agglomération de 60 % environ entre 1995 et 2003. Les petites villes voisines s'urbanisent et sont absorbées dans l'agglomération, c'est le cas de Téma qui fait maintenant partie intégrante de l'agglomération.

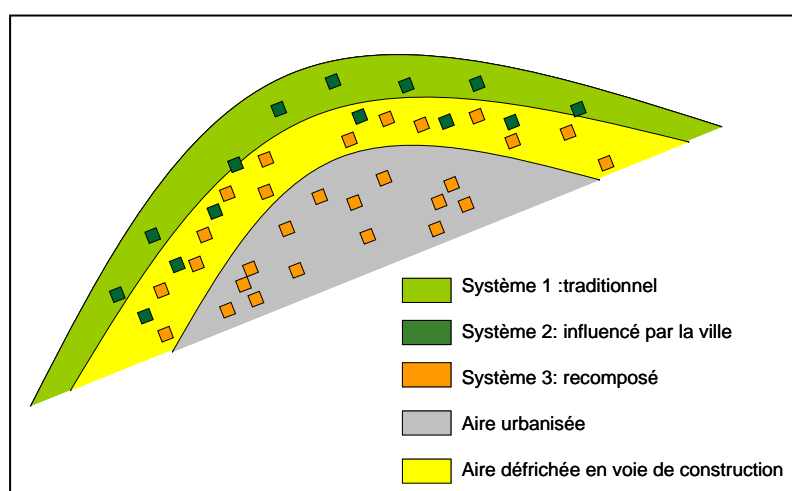
En dehors de la zone-tampon, on trouve des villages périurbains avec des caractéristiques rurales où l'activité principale est l'agriculture agroforestière. La pérennité des villages dépend des modes de gouvernance coutumiers. Lorsque les décisions sont prises à l'intérieur de la famille par les aînés, les changements sont moins brutaux : ils cherchent à conserver un patrimoine, un mode de vie, des garanties pour l'avenir, la terre étant une assurance. Lorsque les décisions sont prises par les Anciens à la tête du clan, la terre est perçue comme un objet de spéculation et les transactions sont plus rapides. Plus on s'approche de la ville et plus la lutte pour avoir le pouvoir sur la terre est rude : c'est là où les institutions coutumières vont tenter de faire valoir leur droits sur la terre, parfois au détriment des familles.

Figure 8: Espaces différenciés à Accra



Source : auteur

Figure 9: Schéma des systèmes agricoles d'Accra



Source : auteur

4. INSTITUTIONS ET ORGANISATIONS SOCIALES DANS LA GESTION FONCIERE

De multiples institutions officielles sont impliquées dans la gestion de ces espaces urbains et périurbains. On retient quelques institutions qui ont une importance particulière, on les retrouve dans le tableau suivant.

Tableau 1 : récapitulatif des institutions jouant un rôle sur l'urbanisation et les procédures foncières à Yaoundé

Nom	Fonctions
Ministère du Développement Urbain et de l'Habitat (MINDUH)	- Etablissement du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisation (SDAU) de Yaoundé - Participation aux procédures d'immatriculation
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER)	- Participation aux procédures d'immatriculation
Ministère du Domaine et des affaires Foncières (MINDAF)	- Etablissement ou retrait des titres fonciers [Tchapmegni 2007] - Participation aux procédures d'immatriculation - Bornage et cadastrage des parcelles immatriculées
Communauté Urbaine de Yaoundé (CUI)	- Application du SDAU

Source : auteur

Un des problèmes de la gestion urbaine est la multiplication des ministères et les changements rapides dans leur fonction liés à des jeux d'influence. Les différents ministères ont des difficultés à travailler ensemble et le pouvoir est très centralisé malgré la décentralisation. On imagine donc que les questions posées par l'agriculture urbaine et périurbaine, qui concerne un grand nombre de ministères et d'acteurs, ont peu de chances d'être résolues.

La Communauté Urbaine de Yaoundé, l'action de la CUI est réservée à un territoire nettement défini, les sept arrondissements de Yaoundé, en théorie, ses pouvoirs sont renforcés par la récente décentralisation, En pratique, elle est intrinsèquement liée au pouvoir gouvernemental centralisé. Par exemple, les décisions d'expulsion des habitations illégales des bas-fonds sont prises par le Ministère puis mise en place par la CUI, chaque arrondissement possède par ailleurs sa communauté urbaine.

Le dynamisme foncier de la région de Yaoundé pose un certain nombre de questions, sur la répartition des terres, de la rente foncière, des droits sur la terre (après une « vente », une « location »), qui s'expriment souvent en termes ethniques. Les Bétis sont les populations du Centre-Sud Cameroun, c'est-à-dire la région de Yaoundé. On regroupe sous le terme Béti, différents clans et les autochtones de Yaoundé sont appelés les *ewondo*. La population, de Yaoundé est composée principalement de populations Bétis (selon les chiffres officiels), et la deuxième ethnie la plus représentée est l'ethnie Bamiléké, originaire de l'Ouest du Cameroun, qui a commencé à migrer vers Yaoundé vers les années 1920 sous la colonisation française. Avec le processus de démocratisation dans les années 1990, les tensions entre Bétis et Bamiléké se sont aggravées. Les principales raisons de ces tensions sont l'accès à la terre, aux postes administratifs et au contrôle du commerce [Socpa 2003]. On retrouve cette problématique ethnique dans les conflits fonciers sur les espaces périurbains de Yaoundé car les migrants, Bamiléké et autres, continuent d'arriver en masse à Yaoundé. Ils achètent, louent ou obtiennent des terres qui sont à l'origine des possessions Bétis. L'insécurité foncière, les expropriations par le gouvernement (dans le but de construire

des lotissements), la difficulté à obtenir des titres fonciers, incitent les Bétis à vendre. Mais la notion même de vente n'est pas claire et la répartition des droits entre les anciens propriétaires Bétis et les nouveaux propriétaires allogènes est discutable [Socpa 2006]. Les Bétis ont une organisation coutumière relativement égalitaire : il n'y a pas de chef, le pouvoir décisionnel sur la répartition des terres est au main du chef de famille, [Nandjou 2009] et le chef de village ne fait qu'arbitrer en cas de conflit. Ainsi, la répartition de la rente foncière est atomisée et les problèmes lors des ventes de terrains éclatent à l'intérieur de la famille (entre frères) [Socpa 2003].

A Accra, de nombreux acteurs étatiques interviennent sur les régimes de propriété des terres.

Tableau 2 : Récapitulatif des institutions jouant un rôle sur l'urbanisation et les procédures foncières à Accra

Nom	Fonctions
Land Commssion	Immatriculation des terres
Accra Metropolitan Assembly (AMA)	Municipalité de la ville d'Accra
Greater Accra Metropolitan Assembly (GAMA)	Assemblée chargée de la région d'Accra (district de Accra, Tema, Ga Est et Ouest, Dangbe Est et Ouest)
Ministère de l'Agriculture (MOFA)	Présence à l'AMA (suite à la décentralisation) : encourage l'activité agricole urbaine et périurbaine
Town and Country Planning	Chargé du développement urbain, instances gouvernementales [Bertrand 2004a; Bertrand 2004b; Yankson 1999] : pouvoir de réserver des terres
Development Planning Department	Chargé du développement urbain, instances communales

Source : auteur

Les autochtones d'Accra sont de l'ethnie Ga, mais de nombreuses ethnies cohabitent du fait de migrations passées. Accra est en effet une ville plus ancienne que Yaoundé, et il existe une culture urbaine, un sentiment d'appartenance à la ville qui n'existe pas encore à Yaoundé où chacun est plus attaché à un village. Les ethnies ghanéennes, que ce soit par héritage précolonial ou colonial, sont fortement hiérarchisées. L'administration britannique s'est appuyée fortement sur les pouvoirs coutumiers et les a renforcés : c'est le principe de l'*Indirect Rule*, qui diffère des pratiques coloniales françaises où l'Etat intervenait directement. La conséquence est qu'aujourd'hui encore les structures coutumières sont hiérarchisées : les « Elders », chefs de clan, ont un pouvoir décisionnel sur les terres ; viennent ensuite le lignage, la famille [Bertrand 2007]. Ainsi les Elders, qui ont accédé peu à peu à un mode de vie urbain, peuvent décider de la vente des terres, ce qui leur donne dans le contexte de l'urbanisation, un droit important pour récupérer la rente foncière et ce qui entraîne de fait la spoliation des terres des simples paysans.

Lorsque la structure hiérarchique n'est pas aussi marquée, par exemple chez les Dangbés, et que la décision est prise au niveau du village et des familles, les terres sont conservées et cultivées : c'est ce qu'on observe par exemple à Dodowa. Mais plus on est proche de la ville, et plus la rente à accaparer est importante, plus les chefs cherchent à légitimer leur pouvoir et leurs droits sur la terre, accentuant ainsi le caractère autoritaire du système coutumier. Dans les deux villes, il n'y a pas de politiques publiques en faveur de l'agriculture périurbaine. Mais c'est une activité qui commence à être tolérées par les politiques (alors qu'elle a été fortement incriminée notamment pour des raisons sanitaires, de risques de maladies présumés ou réels). Elle est maintenant perçue comme une activité valable, qui

permet d'entretenir et d'assainir des réserves foncières à moindre cout tout en gardant ces terres rapidement disponibles.

CONCLUSION

Lorsque l'on parle d'insécurité foncière, on fait référence à différentes de choses. Le symbole de la sécurité foncière c'est l'immatriculation. Lorsqu'une parcelle est immatriculée, il y a des formes d'agriculture peu intensives et peu soigneuses sur la fertilité car il est certain que la parcelle finira par être construite. Les espaces ruraux sont aussi très sécurisés : ils sont gérés par les droits coutumiers et peu menacés par la pression foncière. Il reste donc les espaces périurbains non immatriculés sur lesquels pèsent différents types de menace : l'expropriation par l'Etat, les conflits familiaux pour récupérer la terre, les conflits entre autochtones et migrants pour s'accorder sur les droits en cas de location, vente informelle ; et les espaces non immatriculables comme les bas-fonds et les terres privées de l'Etat. C'est aussi sur ces espaces peu sécurisés que se développent l'agriculture la plus intensive et la plus fonctionnelle pour la ville : c'est le maraîchage des bas-fonds ou des terres institutionnelles.

Ensuite, il semble que l'agriculture est une bonne façon de sécuriser et de stabiliser des espaces. Elle permet un marquage foncier, de ne pas laisser des espaces à la friche ou au squat. Elle est d'ailleurs tolérée maintenant pour ces raisons, elle est aussi une alternative à la construction spontanée dans les zones marécageuses. La principale critique adressée à l'agriculture urbaine est la pollution de l'eau utilisée et la qualité sanitaire des aliments, c'est d'ailleurs sur cette question que s'est focalisé l'IMWI, centre de recherche ghanéen [Obuobie 2006].

RÉFÉRENCES

ASOMANI-BOATENG R., 2002. Urban cultivation in Accra: an examination of the nature, practices, problems, potentials and urban planning implications, *Habitat International*, Vol. 26(4), p. 591-607

AUBRY C., RAMAMONJISOA J., RAKOTONDRAIBE J., DABAT M-H., RAKOTOARISOA J. ET RABEHARISOA L., 2005. Multifonctionnalités de l'agriculture dans les territoires périurbains : émergence et reconnaissance de fonctions à Antananarivo (Madagascar), in: CEMAGREF, CIRAD et INRA, *Les cahiers de la Multifonctionnalité n°8: L'agriculture périurbaine*, p. 17-31

BERTRAND M. , 2004a. Land management and urban development projects, *International Development Planning Review*, Vol. 26(1), p. 83-96

BERTRAND M. , 2007. La gouvernance territoriale à l'épreuve du foncier à Accra, in : *Décentralisation et gouvernement local ; la légitimité de l'échelle territoriale du gouvernement urbain*, MAE, groupe de reflexion sur la gouvernance urbaine, p. 2

BERTRAND M. , 2004b. Générations et dynamiques péri-urbaines dans la Région du Grand Accra, Ghana, in : *Atelier du CEPED: Dynamiques périurbaines: Populations, habitat et environnement dans les périphéries des grandes métropoles*, Nogent sur Marne

BONERANDI E. ET LANDEL P.A., 2006. Entre villes et campagnes: quels rôles de l'agriculture dans les espaces intermédiaires?, in : *4 pages de l'INRA Rhône-Alpes, Territoires, acteurs et agricultures en Rhône-Alpes*

CEMAGREF, CIRAD ET INRA, 2005. *Les cahiers de la Multifonctionnalité n°8: L'agriculture périurbaine*, 179 p.

CHAUVEAU J.P. LAVIGNE-DELVILLE P., 2002. Quelles politiques foncières intermédiaires en Afrique rurale francophone ?, in : *Comment réduire pauvreté et inégalités : pour une méthodologie des politiques publiques*, IRD-Karthala, Paris, p. 211-239

HATZFELD H., HATZFELD M. ET RINGART N., 1998. *Quand la marge est créatrice : les interstices urbains initiateurs d'emploi*, Editions de l'Aube: Coll. Société, Paris, 154 p.

KANA C.E., KAFFO C., TAKEM MBI B.M. ET SIMEU KAMDEM M. , 2008. Enjeux et défis de l'agriculture dans la zone périurbaine de Yaoundé-Nsimalen, in : *Agricultures et développement urbain en Afrique subsaharienne. Gouvernance et approvisionnement des villes*, L'Harmattan: Coll. Ethique économique, p. 51-62

LAVIGNE-DELVILLE P., 2002. *Les pratiques populaires de recours à l'écrit dans les transactions foncières en Afrique rurale: Eclairages sur les dynamiques d'innovation institutionnelle*, IRD, 22 p.

MARQUIS S. -, 2005. *Diagnostic agraire du bas-fond de Nkolondom*, Master, CNEARC, 73 p.

MAXWELL D. ET ARMAR-KLEMESU M., 1998. *Urban agriculture in greater Accra: Reviewing research impacts for livelihoods, food, and nutrition security*

MOUSTIER P. ET DE BON H., 2005. Fonction d'alimentation et multifonctionnalité des agricultures périurbaines des villes du Sud, in : CEMAGREF, CIRAD et INRA, *Les cahiers de la Multifonctionnalité n°8: L'agriculture périurbaine*, p. 9-16

NANDJOU J.Y., 2009. Le peuple bété du Cameroun,
<http://jedafcablog.solidairesdumonde.org/archive/2009/06/01/le-peuple-beti-du-cameroun.html>, extrait le 04/11/09

NGUEGANG P., 2008. *L'agriculture urbaine et périurbaine à Yaoundé: analyse multifonctionnelle d'une activité montante en économie de survie*, Thèse, Faculté des Sciences, Ecole interfacultaire de Bioingénieurs, 200 p.

OBUOBIE E., KERAITA B., DANSO G., AMOAH P., COFIE O., RASCHID-SALLY L. ET DRECHSEL P., 2006. *Irrigated Urban Vegetable Production in Ghana: Characteristics, Benefits and Risks*, IWMI, RUAF, CPWF, Accra, 150 p.

SOCPA A., 2003. *Démocratisation et autochtonie au Cameroun*, Broché, 352 p.

SOCPA A., 2006. Bailleurs autochtones et locataires allogènes : enjeu foncier et participation politique au Cameroun, *African Studies Review*, Vol. 49(2), p. 45-67

TCHAPMEGNI R., 2007. La situation de la propriété foncière au Cameroun: obstacles, conséquences et perspectives, *Géo Congrès*, Québec

YANKSON P. ET GOUGH K.V., 1999. The environmental impact of rapid urbanization in the peri-urban area of Accra, Ghana, *Geografisk Tidsskrift, Danish Journal of Geography*, Vol. 99, p. 89-100